
Projet de budget fédéral pour 2020

Le premier budget présenté par le nouveau gouvernement fin 2018 se voulait un exercice de régularisation compte tenu de la prise en compte de l'héritage de son prédécesseur. Le budget présenté pour 2020, tout en poursuivant la réduction du déficit, vise à nouveau à rassurer les investisseurs et les milieux d'affaires locaux tout en contribuant à la réduction des inégalités.

Il s'appuie toutefois sur des prévisions de recettes fiscales un peu optimistes.

Un bilan économique 2019 satisfaisant et des prévisions optimistes pour 2020

Satisfecit pour les résultats obtenus en 2019

En dépit d'un contexte mondial difficile, la Malaisie parvient à afficher des **résultats assez remarquables en 2019** :

- **Le PIB progresse de 4,7 %**, résultat identique à 2018, essentiellement du fait de la consommation privée et des activités de services (et au passage chiffre plus élevé que les prévisions des institutions internationales mais en ligne avec les prévisions malaisiennes initiales).
- **Les IDE entrants enregistrent une progression de 97,2 %** sur les 6 premiers mois de l'année (49,5 Md de ringgits au 1^{er} semestre 2018 contre 25,1 au cours de la même période de 2018) ; la grande majorité de ces investissements sont originaires de Chine et des Etats-Unis.
- **L'augmentation de l'indice des prix à la consommation reste contenue à 0,9 %** (1 % en 2018), ce résultat étant toutefois largement imputables aux mesures (baisse imposée des tarifs et subventions) touchant les secteurs des transports et des communications.
- **Le taux de chômage se maintient à 3,3 %**.
- Les comptes externes ont subi les conséquences du conflit commercial entre la Chine et les Etats-Unis (affectant particulièrement les échanges de biens électriques et électroniques), ainsi que du ralentissement global de la croissance mondiale ; **la stagnation des exportations** (+0,1 % anticipé pour l'ensemble de 2019), combinée à un **recul des importations de 2,5 %**, conduit toutefois à une **progression de 18,4 % de l'excédent commercial** (qui atteint 147 Md de ringgits), le **solde de la balance des paiements courants** passant, quant à lui de 2,2 à **2,9 % du PIB**.

Dans ces conditions, le gouvernement est parvenu, conformément à ses prévisions à contenir le **déficit budgétaire à 3,4 % du PIB** (contre 3,7 % en 2018). Ce résultat n'a toutefois pu être obtenu qu'en ayant recours à une contribution exceptionnelle de la compagnie pétrolière nationale Petronas sous la forme d'un dividende spécial de 30 Md de ringgits : cet apport a permis de financer les remboursements de crédit de TVA (GST) provisionnés en 2019 pour faire face à la suppression de cette taxe en 2018 et à son remplacement par une taxe sur les ventes et les services (SST).

Une légère progression anticipée en 2020

Le gouvernement prévoit une **très légère accélération de la croissance en 2020** (4,8 % en termes réels) et c'est une nouvelle fois la demande interne qui devrait en être le moteur.

Les autorités envisagent néanmoins une reprise générale des divers secteurs d'activité (particulièrement services, 6,2 %, et industrie, 4,1 %), du fait de la relance de certains projets d'infrastructure et d'un retournement du marché des équipements électroniques anticipé au second semestre. Elles estiment également que la Malaisie bénéficiera à terme, via un flux d'IDE, de la redistribution de la chaîne de valeur imposée par la confrontation commerciale sino-américaine

Elles prévoient une **accélération de l'inflation à 2 %** du fait de la réduction des subventions aux carburants (introduction d'un subventionnement ciblé sur les plus modestes).

Les échanges commerciaux devraient progresser de 1,8 %, mais 2,7 % s'agissant des importations contre seulement 1% pour les exportations : de ce fait **l'excédent commercial baisserait de 9 %** et le **solde de la balance des paiements courants serait ramené à 1,9 % du PIB**.

Un budget 2020 dans la continuité du précédent

Absence d'orientation majeure

Le budget présenté au Parlement par le ministre des finances s'appuie sur la vision à long terme du gouvernement (« Shared Prosperity Vision 2030 ») et **visé 4 objectifs** :

- 1) attirer les investissements étrangers et accompagner la numérisation de l'économie (industrie 4.0 en particulier) ;
- 2) assurer des emplois et un revenu décent aux salariés ;
- 3) améliorer le bien-être de l'ensemble de la population (développement rural, protection sociale, accès à la propriété...), avec des mesures souvent orientées vers les 40 % les moins favorisés de la population et les Bumiputera ;
- 4) approfondir la consolidation fiscale de l'Etat fédéral.

Ce budget reste dans la continuité de celui de 2019 (le premier présenté par le nouveau gouvernement Pakatan Harapan) et ne présente guère de mesure phare.

Le gouvernement vise **un déficit en légère diminution à 3,2 % du PIB** (3,4 % en 2019), la conjoncture internationale l'ayant amené à renoncer à l'objectif du 3 % précédemment annoncé.

Des changements marginaux s'agissant des recettes

En première analyse, les **recettes de l'Etat fédéral**, 244,5 Md de ringgits (15,2 % du PIB), **baisseraient de 7,1 %** en 2020 ; **en réalité**, si on fait abstraction du dividende spécial versé par Petronas en 2019, **elles augmentent de 4,8 %**.

Les revenus fiscaux (11,8 % du PIB) présenteraient une **progression** tant en ce qui concerne la **fiscalité directe (+5,1 %** du fait de l'amélioration de la collecte de l'impôt auprès des particuliers et des entreprises), que la **fiscalité indirecte (+6,5 %** grâce à une meilleure collecte de la taxe sur les ventes et les services – paradoxalement due à la qualité de la gestion de la TVA supprimée en 2018 – et à une augmentation de la consommation due, notamment, au tourisme).

Pour leur part, les **revenus non-fiscaux seraient en recul de 2,4 %** (effet Petronas), ce qui est une évolution plutôt saine.

Globalement, les revenus fiscaux demeurent très faibles, compte tenu du niveau de développement économique de la Malaisie, et **les recettes fédérales restent donc très dépendantes du secteur des hydrocarbures** (20,7 % des revenus de l'Etat, dont 10 points pour Petronas, sur la base anticipée d'un baril à 62 USD).

Des dépenses relativement contrôlées

Globalement, du fait de la disparition des remboursements de crédit de TVA, **les dépenses reculent de 5,9 %** pour être ramenées à 297 Md de ringgits (18,4 % du PIB). Sans tenir compte de cette situation exceptionnelle, **les dépenses de fonctionnement (81,1 % du total) progressent de 7 %** et **les dépenses d'investissement (18,9 % du total) de 4,2 %** (elles retrouvent leur niveau de 2018). Et ce retour des dépenses d'investissement représente finalement le vrai changement du budget 2020 (après une réduction de l'investissement public de plus de 5 % en 2019).

Les principaux bénéficiaires de cette hausse contrôlée des dépenses sont les programmes liés au **secteur social** (qui représentent **37,9 %** des dépenses totales), **économique (16,2 %)** et de la **sécurité (11,3 %)**.

S'agissant des **dépenses d'investissement, 55,4%** sont destinées au secteur économique, **27 % au secteur social** et **11,7 % au secteur de la sécurité** (dont 5,5% pour les dépenses militaires).

Le gouvernement a exprimé la volonté de relancer de grands projets d'infrastructure (autoroutes, transports urbains, hôpitaux, écoles...), mais il ne souhaite que donner une impulsion, les projets rentables ayant vocation à être développés par le secteur privé en PPP (pour autant, il n'y a pas eu, jusqu'ici, systématisation du recours à l'outil du PPP en Malaisie).

Pour assurer la réussite de son premier objectif (**attractivité et numérisation de l'économie**), le gouvernement **prolonge pour plusieurs exercices les divers programmes de subventionnement** qui arrivaient à échéance fin 2019 (incitation fiscale en faveur du développement du secteur des produits électriques/électroniques, incitation fiscale à

l'automatisation...) et **crée de nouveaux dispositifs** (incitations sur mesure pour attirer les plus grandes sociétés mondiales, mesures spéciales pour attirer les investissements chinois, mesures incitatives pour favoriser l'exportation ou la numérisation des PME...).

Dans le domaine social, on relève une hausse du salaire minimum mensuel de 1 100 à 1 200 ringgits dans les grandes agglomérations (« major cities »), sans que ce périmètre n'ait été précisé.